



ILS TORPILLENT LA SANTÉ, LE SOCIAL ET LE MÉDICO-SOCIAL, NOUS COULONS !

*Réagissons dès le 5 décembre
dans la Fonction Publique Hospitalière et ailleurs !*

La politique ultralibérale menée depuis plusieurs décennies par des gouvernements autoritaires, nous amène aujourd'hui à la casse conjointe de notre système de santé et de l'industrie.

La CGT réaffirme qu'il n'y a pas de services publics sans industrie, ni d'industrie sans services publics. C'est bien là le garant du développement économique de notre pays.

Le 5 décembre, la CGT réaffirme que les fonctionnaires dont les hospitaliers sont les garants d'un accès égalitaire au soin et à l'accompagnement sur le territoire national.

- **NON**, les fonctionnaires ne sont pas des feignants,
- **NON**, ils ne sont pas plus malades qu'ailleurs,
- **NON**, ils n'ont pas de meilleures rémunérations,
- **NON**, leurs conditions de travail ne sont pas moins pénibles.

Elles et ils ont su prouver leur efficacité et disponibilité lors de la crise sanitaire ou de catastrophes climatiques ! Pour autant depuis 2010, leurs salaires ont déjà baissé de 18 % et le gouvernement veut non seulement continuer à geler leurs salaires, mais aussi à leur imposer 3 jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Comme si, ils et elles faisaient le choix d'être malades !

Les professionnel-le-s du secteur de la santé, du social et de l'action sociale ont déposé un préavis de grève reconductible en intersyndicale pour dénoncer la situation

scandaleuse de l'hôpital public, des EHPAD et de tout le secteur médico-social et social.

Michelin, Auchan, Sanofi, Valéo, MA France, Europhane, ExxonMobil... Les luttes se multiplient dans l'industrie et dans le commerce pour dénoncer les plans de licenciement qui ne cessent d'être annoncés. Le patronat est pleinement responsable de la flambée des prix pour sécuriser les marges et les dividendes, il a refusé d'investir, d'augmenter les salaires et de baisser les prix.

Le gouvernement a su voter en 2023, une programmation militaire de 413 milliards, donc il **a su trouver l'argent pour la guerre et non pour la PAIX**, aujourd'hui, il est donc capable de faire une programmation budgétaire **pour les services publics indispensables au quotidien et pour la réindustrialisation de la France.**

Le gouvernement doit renoncer :

- **aux 3 jours de carence dans la Fonction Publique, à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt-maladie,**
- **au non-versement de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat).**

La CGT appelle les agent-e-s de la Fonction Publique, fonctionnaires et contractuel-le-s, à se mobiliser pour notamment :

- ↳ **des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,**
- ↳ **des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,**
- ↳ **l'augmentation de la valeur du point d'indice à 6 €,**
- ↳ **la refonte des grilles indiciaires,**
- ↳ **l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.**

Le 5, le 12 décembre et les jours qui suivent... toutes et tous mobilisé-e-s, en grève et en manifestation, dans la rue, dans les établissements.

Info rassemblement



De qui se moque-t-on ?

Ces mesures s'inscrivent dans un « *plan de lutte contre l'absentéisme dans la fonction publique* » qui implique aussi d'autres mesures censées améliorer « *les conditions de vie au travail* » :

- Une meilleure sensibilisation aux risques psychosociaux,
- Une « *débureaucratization* » pour simplifier le travail des agent-es,
- Un renforcement de la « *protection des agents face aux agressions* ».

La CGT réaffirme que pour améliorer la vie au travail, ce qu'il faut c'est améliorer les conditions de travail par l'embauche de personnels en nombre suffisant :

- pour éviter le développement du burn-out,
- pour simplifier le travail,
- pour accueillir et prendre en charge correctement les usagers,
- pour respecter le temps et les rythmes de travail.

La CGT exige :

- » Le retrait des jours de carence et baisse de rémunérations (salaires et primes) dans le public et le privé,
- » L'amélioration des conditions de travail par l'embauche en masse dans le secteur sanitaire, social et médico-social,
- » Le respect des 35h, des rythmes de travail réguliers,
- » L'ouverture de négociations sur les 32 heures en 4 jours de 8h par semaine,
- » L'ouverture de négociations sur les 30 heures de nuits en 3 nuits de 10h par semaine,
- » La retraite à taux plein à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles,
- » Le renforcement de la médecine préventive.

Pour obtenir les moyens nécessaires de couvrir les besoins de la population, améliorer les conditions de travail et défendre nos droits, MOBILISONS-NOUS pendant la période du débat parlementaire sur le PLFSS 2025 dans le cadre du préavis unitaire déposé du

4 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE 2024

**ENSEMBLE,
MOBILISONS-NOUS !**

